

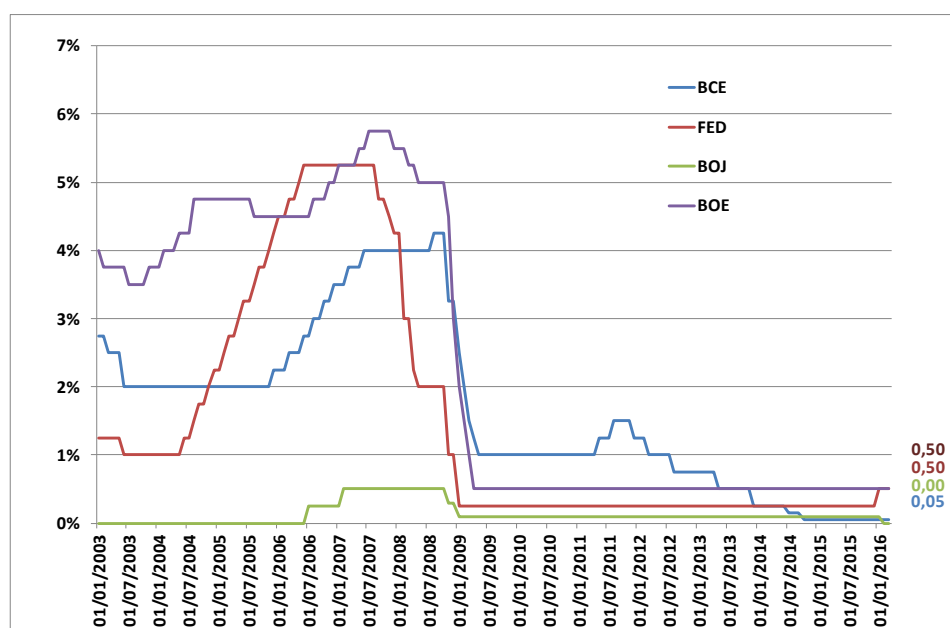


1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Conseil des gouverneurs du 10 mars 2016

Lors de sa réunion du 10 mars 2016, le Conseil des gouverneurs a pris plusieurs mesures « [...] Premièrement, en ce qui concerne les taux d'intérêt directeurs de la BCE, nous avons décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base, à 0,00%, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base, à 0,25%. Le taux de la facilité de dépôt a été abaissé de 10 points de base, à -0,40%. Deuxièmement, nous avons décidé de porter les achats mensuels effectués dans le cadre de notre programme d'achats d'actifs de 60 milliards d'euros à l'heure actuelle à 80 milliards d'euros. [...] Nous avons également décidé de relever de 33% à 50% les limites des parts assignées aux émetteurs et aux émissions pour les achats de titres émis par des organisations internationales et des banques multilatérales de développement éligibles. Troisièmement, nous avons décidé d'inclure des obligations bien notées (investment grade) libellées en euros émises par des sociétés non bancaires établies dans la zone euro à la liste des actifs éligibles aux achats réguliers dans le cadre d'un nouveau programme d'achats de titres du secteur des entreprises. [...] Quatrièmement, nous avons décidé de lancer une nouvelle série de quatre opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO II), à compter de juin 2016, toutes d'une durée de quatre ans. Ces nouvelles opérations accentueront l'orientation accommodante de la politique monétaire et renforceront la transmission de la politique monétaire en stimulant davantage les prêts bancaires à l'économie réelle. Les contreparties pourront emprunter jusqu'à 30% du stock de prêts éligibles au 31 janvier 2016. Le taux d'intérêt appliqué dans le cadre des TLTRO II correspondra, pour la durée de chaque opération, au taux des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème en cours au moment de la réalisation de l'opération. [...] En dernier lieu, le Conseil des gouverneurs [...] prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. »

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Baisse du nombre de chômeurs en France

Fin janvier 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 552 600. Ce nombre diminue de 0,8% sur un mois (soit -27 900 personnes), de 0,8% sur trois mois (-27 500 personnes) et progresse de 1,8% sur un an. En janvier 2016, ce nombre diminue de 1,5% pour les moins de 25 ans (-2,4% sur trois mois et -5,0% sur un an), de 0,9% pour ceux âgés de 25 à 49 ans (-1,0% sur trois mois et +1,3% sur un an) et est stable pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+0,8% sur trois mois et +7,8% sur un an).

Baisse du chômage également en Europe

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,3% en janvier 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4% enregistré en décembre 2015 et à celui de 11,3% de janvier 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,9% en janvier 2016, en baisse par rapport au taux de 9,0% enregistré en décembre 2015 et à celui de 9,8% de janvier 2015. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis mai 2009. Eurostat estime qu'en janvier 2016, 21,789 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,647 millions dans la zone euro. Par rapport à décembre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 163 000 dans l'UE28 et de 105 000 dans la zone euro. Comparé à janvier 2015, le chômage a baissé de 2,034 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,445 million dans la zone euro.

Inflation

Baisse de 0,2% sur un an des prix à la consommation

Selon les estimations provisoires de l'INSEE réalisées en fin de mois, sur un an, les prix diminueraient de 0,2% en février (après +0,2% en janvier 2016) du fait principalement de la chute des prix de l'énergie à -6,8%. L'évolution des prix des services et des produits alimentaires est respectivement de +0,8 et +0,1% et celle des prix des produits manufacturés est de -0,2%.

Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,2% en février 2016, en baisse par rapport au mois de janvier où il était de 0,3%, selon une estimation rapide d'EUROSTAT. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en février (1,0% , comparé à 1,2% en janvier), suivis de l'alimentation, alcool et tabac (0,7%, comparé à 1,0% en janvier), des biens industriels non énergétiques (0,3%, comparé à 0,7% en janvier) et de l'énergie (-8,0%, comparé à -5,4% en janvier).

Banque de France

Rue de la Banque n° 20 - Spécialisation du commerce international : faits, vulnérabilités et remèdes

Les pays tendent à se spécialiser dans le commerce international comme l'illustre la forte concentration des échanges extérieurs. Ainsi, un pays exporte en moyenne 10% de l'ensemble des produits existants et tire la moitié de ses revenus d'exportation de 1% seulement de ses produits exportés. S'agissant des importations, en moyenne un pays importe un tiers de l'ensemble des produits existants, tandis que la moitié de ses dépenses portent sur 2% des produits importés. Le degré de concentration est inversement proportionnel à la taille de l'économie, les petits pays se spécialisant plus que les grands pays. Cette spécialisation engendre des vulnérabilités. Elle affecte la structure de l'économie et accroît sa dépendance aux chocs pouvant toucher les secteurs et les produits concernés. Ce risque peut être atténué par des investissements en R&D favorisant la productivité.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-20-specialisation-du-commerce-international-FR.pdf

Chine

Lors de sa conférence de presse annuelle, mardi dernier, Li Keqiang, Premier ministre chinois, a tenu à rassurer les marchés autant que les partenaires commerciaux ou les investisseurs. « Tant que la Chine sera dans une logique de réformes et d'ouverture, elle ne risquera pas d'atterrissage brutal », a-t-il estimé. Alors que les surcapacités dans l'industrie lourde traditionnelle vont entraîner des réductions drastiques d'emplois, le Premier ministre a promis que les licenciements massifs seraient évités, tout en invitant les entreprises à fusionner et à se restructurer.

2 – Brèves économiques locales

Nickel : crise sectorielle

- Après avoir déclaré officiellement le secteur du nickel en crise le 16 février, le gouvernement néocalédonien a présenté le 8 mars son plan de soutien en faveur de l'activité minière et métallurgique. Celui-ci se décline en trois axes : un programme d'urgence d'exportation, l'intervention du Fonds Nickel, et l'accompagnement des opérateurs miniers.
- Concernant les exportations de minerai, le plan prévoit des extensions des autorisations pour que les opérateurs miniers, outre NMC, puissent approvisionner l'usine de la SMSP en Corée ; de plus, compte tenu du manque de lisibilité du client australien Queensland Nickel, le plan envisage le réexamen des autorisations d'exportation vers la Chine des volumes actuellement envoyés en Australie (2 millions de tonnes humides par an maximum).
- Le Fond Nickel a été activé. Ce mécanisme de soutien créé en 2009 intervient auprès des entreprises du secteur nickel (éligibles sous conditions) par la prise en charge partielle des cotisations sociales patronales (pour les sociétés minières de moins de 500 salariés), ainsi que par la prise en charge financière des travaux compensatoires ou de réhabilitation.
- À l'issue du conseil d'administration d'Eramet tenu le mercredi 17 février à Paris, le groupe a accordé le versement d'une avance de 18 milliards de F CFP pour sa filiale SLN. Ceci afin qu'elle puisse fonctionner jusqu'à juin 2016 compte tenu du contexte dégradé dans lequel se trouve le secteur. L'annonce a été faite alors que la SLN accuse un résultat négatif de 31 milliards de F CFP pour 2015. Par ailleurs, la province Nord a débloqué 1,2 milliard de F CFP, sous forme d'avance en compte courant, pour soutenir la SMSP.

Avenir institutionnel : la visite du président du Sénat Gérard Larcher

Reçu mardi 23 février par le gouvernement, le président du Sénat Gérard Larcher était en déplacement en Nouvelle-Calédonie pendant une semaine pour dresser un bilan en vue de la sortie de l'Accord de Nouméa. Son agenda a été partagée entre le dossier relatif au nickel et celui des réformes économiques, sociales et fiscales.

Litige électoral : la révision des listes électorales provinciales débute

La révision annuelle des listes électorales provinciales a commencé début mars. Les membres des commissions se réuniront entre le 1^{er} mars et le 30 avril 2016 afin de déterminer si les personnes inscrites sur les listes remplissent les conditions respectives. Les membres de la commission sont particulièrement attentifs aux preuves d'installation en Nouvelle-Calédonie (qui doivent attester la résidence dans le territoire avant le 8 novembre 1998) fournies par les électeurs.

BTP : baisse des plafonds de loyer pour la défiscalisation du logement intermédiaire

Le gouvernement a adopté l'arrêt modifiant les montants des loyers que les propriétaires ne doivent pas dépasser pour qu'ils puissent bénéficier d'une réduction d'impôt sur le prix de revient de l'immeuble (fixée à 22 ou 30 % en fonction des caractéristiques du logement). Les nouveaux plafonds s'établissent à 1 650 F/m² sur Nouméa-VKP et à 1 400 F/m² sur les autres communes (soit respectivement une baisse de 17,5 % et de 15 % par rapport aux plafonds précédents).

Surendettement : réunion plénière de la Commission de surendettement

Les membres de la Commission de surendettement des particuliers de Nouvelle-Calédonie, dont l'IEOM assure le secrétariat, se sont réunis le 24 février 2016 sous la présidence de Monsieur Pascal Coevoet, directeur des Finances publiques de la Nouvelle-Calédonie. La commission a approuvé son bilan d'activité 2015. Celui-ci fait état d'une légère augmentation des dossiers déposés et d'un recul du taux de re-dépôt ; de plus, il atteste un taux de succès en phase amiable de 90 %.

L'IEOM Nouvelle-Calédonie a publié :

- Note expresse n°182 – Tendances conjoncturelles Nouvelle-Calédonie 4^e trimestre 2015 – Mars 2016
- Tableau de bord CEROM – Nouvelle-Calédonie – Mars 2016
- Coût du crédit et production de crédit en Nouvelle-Calédonie 4^e trimestre 2015 – Mars 2016
- Suivi des crédits aux entreprises en Nouvelle-Calédonie 31 décembre 2015 – Mars 2016

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

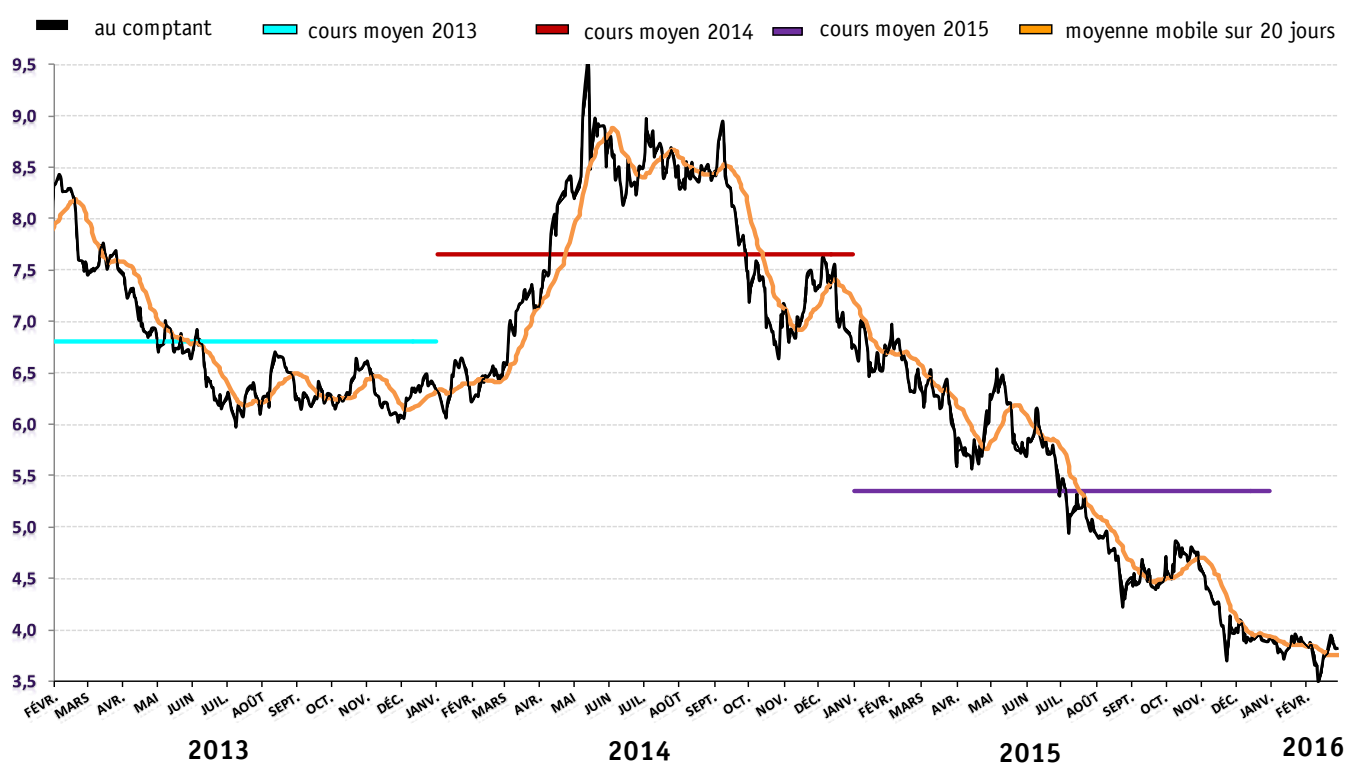
Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante : <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/abonnement-aux-publications-58/> Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne.

3 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		févr.-16	105,80	-0,5%	0,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		janv.-16	7 778	21,5%	12,1%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	déc.-15	12 240	-3,5%	-6,1%
	cumulées	déc.-15	140 217	-	-2,8%
Importations	mensuelles	déc.-15	24 537	-0,8%	-11,4%
	cumulées	déc.-15	291 618	-	-2,5%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		févr.-16	3,77	-2,0%	-42,8%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		févr.-16	405	-4,1%	-41,5%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-15	800	6,2%	25,8%
	cumulées	déc.-15	5 578	-	2,5%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO, en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	déc.-15	8 447	-1,0%	17,8%
	cumulées	déc.-15	95 118	-	20,8%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	janv.-16	9 085	-29,1%	5,2%
	cumulés	janv.-16	9 085	-	5,2%
• Croisiéristes	cumulés	déc.-15	444 124	-	5,3%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	févr.-16	9 739	18,9%	24,6%
	cumulées	févr.-16	17 931	-	15,8%
• Index BT 21		févr.-16	102,18	-0,1%	0,7%
• IRL (p)		févr.-16	120,34	0,0%	0,3%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-15	24	-	70,3%
	cumulées	déc.-15	662	-	-30,9%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-15	37	-	112,0%
	cumulées	déc.-15	1 046	-	-27,1%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	févr.-16	430	18,1%	-13,5%
	cumulées	févr.-16	794	-	-12,1%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	févr.-14	févr.-15	févr.-16	var 15/14	var 16/15
Circulation fiduciaire	14 985	16 592	19 099	10,7%	15,1%
Dépôts à vue	269 656	305 303	337 792	13,2%	10,6%
Total M1	284 641	321 895	356 891	13,1%	10,9%
M2-M1	112 954	116 275	117 844	2,9%	1,3%
Total M3	589 852	622 224	643 289	5,5%	3,4%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-13	déc.-14	déc.-15	var 14/13	var 15/14
Entreprises	452 929	457 721	472 383	1,1%	3,2%
Ménages	409 701	418 471	434 936	2,1%	3,9%
Collectivités locales	74 063	94 210	105 589	27,2%	12,1%
Autres agents	15 715	15 590	19 827	-0,8%	27,2%
Total encours sain	952 408	985 992	1 032 735	3,5%	4,7%
Créances douteuses brutes	29 611	29 380	31 220	-0,8%	6,3%
Total encours brut	982 019	1 015 371	1 063 955	3,4%	4,8%

Interdits bancaires

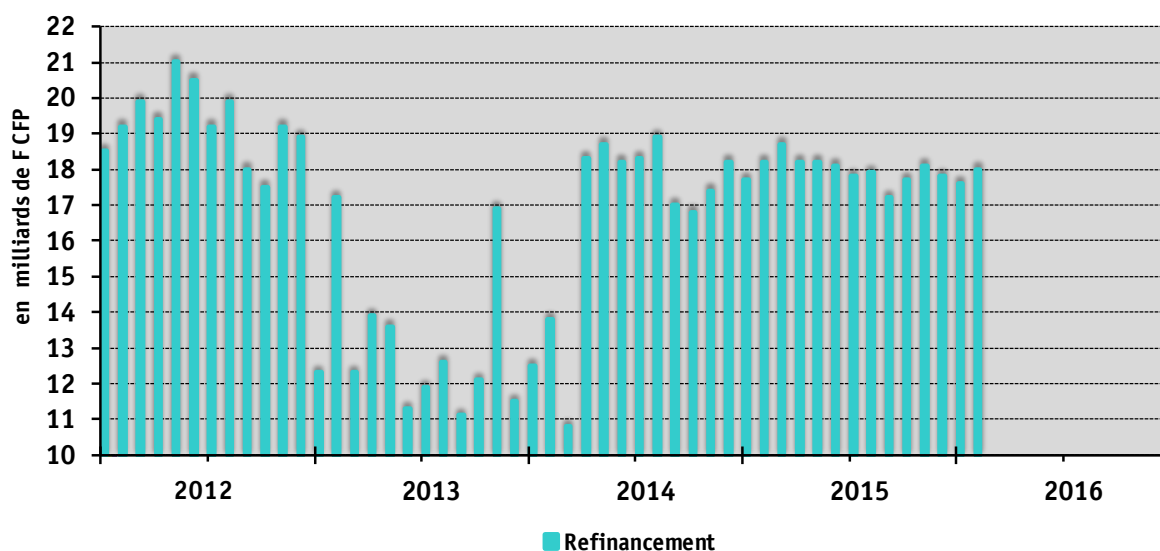
INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	févr.-16	7 958	0,1%	1,5%
	dont personnes physiques	févr.-16	7 013	0,1%	1,0%
	dont personnes morales	févr.-16	945	0,6%	5,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides		févr.-16	18 691	0,5%	6,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM		févr.-16	6 586	0,8%	12,3%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	févr.-16	18,0	2,4%	-1,3%



2- Brèves régionales

Nouveau traité entre les autorités américaines et l'agence des pêcheries du Forum des îles du Pacifique (FFA)

Le Forum des îles du Pacifique (FFA) a finalement accepté de vendre un nombre de jours de pêche réduit aux États-Unis, mettant fin à la crise de la pêche américaine dans le Pacifique. En janvier 2016, le FFA a en effet annulé les licences de pêche accordées aux quarante navires de la flotte américaine, suite au non-paiement des redevances dues. Négociées en août 2015 pour un montant de 1,9 milliard de F CFP, celles-ci autorisaient les navires américains à pêcher dans les zones maritimes des dix-sept pays membres du FFA pendant les trois premiers mois de l'année 2016. La chute du cours mondial du thon listao avait cependant mené les autorités américaines à renégocier le nombre de jours de pêche achetés à la baisse, passant de cinq mille à trois mille jours achetés. Face au manque à gagner conséquent pour les petites économies du Pacifique, cette requête, initialement refusée, a finalement été acceptée.

Les îles Fidji dévastées par un cyclone

Un an après le passage dévastateur du cyclone *Pam* au Vanuatu, le cyclone *Winston* s'est abattu sur les îles Fidji le 20 février dernier. Accompagné de rafales de vents atteignant les 325 kilomètres par heure, ce cyclone de force 5 est, selon les experts, le plus fort cyclone à n'avoir jamais atteint les îles Fidji. Le gouvernement fait état de 44 morts, près de 35 000 personnes sans abri et un grand nombre de maisons détruites et d'infrastructures endommagées. Le bilan reste difficile à établir pour les zones les plus reculées. L'état de catastrophe naturelle a été déclarée pour un mois, et un couvre-feu instauré afin d'assurer la sécurité des habitants de la place. Le gouvernement a donné la priorité au rétablissement des moyens de communication, d'accès à l'eau potable ainsi qu'à la fourniture d'électricité, notamment dans les centres de soin et les hôpitaux. Il a par ailleurs lancé un appel d'aide international, auquel plusieurs pays ont déjà répondu.

Première édition du code de l'Entreprise spécifique « Outre-mer »

Le président de l'association des Chambres de Commerce et d'Industrie d'Outre-mer (ACCIOM), M. Manuel BAUDOUIN, a remis la première édition du Code de l'entreprise en Outre-mer à la ministre Mme George PAU-LANGEVIN le 18 février dernier. Ce manuel, qui se présente comme un inventaire et un classement des spécificités normatives s'appliquant aux entreprises d'outre-mer, a comme objectifs premiers la simplification de l'accès et la meilleure appréhension de ces informations. Il devrait par la suite être enrichi des dispositions applicables à Mayotte et aux territoires du Pacifique.

3 – Brèves locales

Intronisation du souverain de Sigave à Futuna

Le royaume de Sigave a un nouveau roi : la chefferie a porté son choix sur M. Eufenio TAKALA. Intronisé le 5 mars dernier, il a ainsi pris le titre de « Keletaona ». Le dernier roi de Sigave, M. Visiesio MOELIKU, avait régné de 2004 à 2009. Le trône est ainsi resté vacant pendant sept ans. Pour mémoire, Wallis-et-Futuna compte trois rois, un à Wallis et deux à Futuna, tous désignés au sein des familles royales. Désormais, seule Uvea ne dispose pas de roi à l'heure actuelle.

Bilan de la visite du chef de l'État à Wallis-et-Futuna

Le Président de la République française, M. François HOLLANDE, s'est rendu à Wallis-et-Futuna le 22 février dernier. Reçu par les chefferies coutumières d'Uvea (Wallis) et d'Alo (Futuna), il est le premier chef d'État français à s'être rendu à Futuna. Lors de son passage sur l'archipel, le Président de la République a effectué plusieurs annonces importantes pour la petite économie insulaire :

- un alignement progressif du tarif de l'électricité sera pratiqué sur celui de métropole d'ici 2020 (pour rappel, l'électricité est actuellement cinq fois plus chère qu'en métropole) ;
- le financement de la mesure « bas salaires », issue d'un des protocoles de fin de conflit de juillet 2014, sera pris en charge par l'État ;
- en matière de santé, la dotation de l'Agence de santé sera portée à 3,6 milliards de F CFP afin de prévenir tout risque de reconstitution de la dette de l'agence, récemment soldée grâce à un prêt de l'Agence française de développement (AFD) ;
- en matière économique, le Président de la République a rappelé la nécessité de désenclaver le Territoire et annoncé le lancement d'un appel d'offres international relatif à la création d'une liaison aérienne pérenne entre l'aéroport de Hihifo (Wallis) et de Nadi (Fidji), qui permettra de faire baisser les tarifs de la desserte aérienne du Territoire qui reste l'une des plus chères au monde ;
- le Président de la République a annoncé l'installation prochaine d'un distributeur automatique de billets de banque (DAB) à Futuna ;
- il a confirmé le raccordement prochain du Territoire au câble sous-marin à fibre optique qui reliera bientôt les îles Fidji aux îles Samoa, ce qui permettra à Wallis-et-Futuna de bénéficier d'une connexion Internet haut débit ;
- enfin, à la question posée par M. Mikaele KULIMOETOKE, Président de l'Assemblée territoriale, sur la possibilité de transférer le pouvoir exécutif du Territoire vers un élu (il est actuellement détenu par le préfet, exception unique en France), le Président de la République a indiqué ne pas y voir d'objection, rappelant toutefois que toute réforme de l'équilibre institutionnel issu de la loi statutaire de 1961 était soumise à l'approbation consensuelle des autorités coutumières.

Déplacement à Bruxelles du Préfet et du Président de l'Assemblée territoriale

Une délégation composée du Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna et du Président de l'Assemblée territoriale s'est rendue à Bruxelles pour assister aux rencontres annuelles entre les Pays et Territoires d'outre-mer (PTOM) et l'Union européenne (UE), les 25 et 26 février derniers. Selon un article publié sur le site de la Préfecture de Wallis-et-Futuna, ce déplacement a principalement permis d'avancer sur la programmation du 11^e Fonds européen de développement (FED) et sur les modalités techniques et le financement de la stratégie sectorielle de développement numérique du Territoire. Cette dernière comprend notamment un projet de raccordement de Wallis-et-Futuna à un câble sous-marin qui reliera prochainement les îles Samoa aux îles Fidji. Lors de la 14^e conférence ministérielle de l'OCTA (Association des pays et territoires d'outre-mer), les PTOM ont reconnu la nécessité de renforcer leur association afin d'apporter une assistance technique plus importante, notamment à Wallis-et-Futuna, dans l'accès aux programmes thématiques et horizontaux du FED. La tenue du 14^e Forum UE-PTOM a, quant à lui, permis d'échanger sur le renforcement de la croissance, les opportunités d'investissement dans les PTOM et sur le changement climatique. Une déclaration commune entre l'UE et les PTOM a été signée en matière d'énergie durable.

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

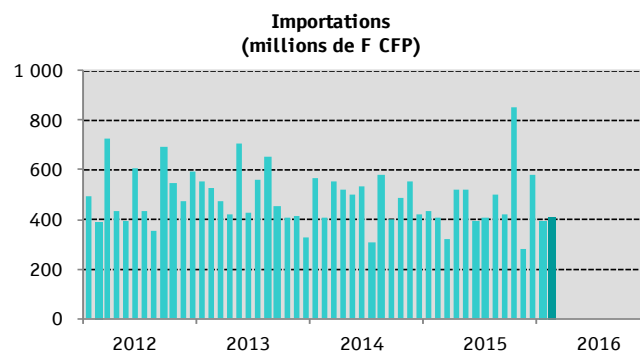
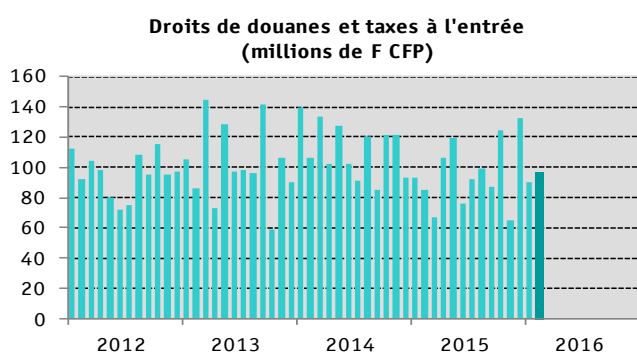
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			4T 15	117,60	- 0,5%
SMIG mensuel en XPF			févr-16	90 000	- 0,0%
Nombre d'emplois salariés			juin-15	2 057	- -1,0%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	févr-16	404	1,9%	-
	cumulées	févr-16	801	-	-4,9%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	févr-16	97	7,5%	-
	cumulés	févr-16	188	-	5,5%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	févr-16	38	-18,5%	-
	cumulées	févr-16	85	-	16,1%
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestrielle	déc-15	4 778	9,56%	-
	cumulée	déc-15	18 340	-	-1,2%
Consommation de gazole ¹ (milliers de litres)	trimestrielle	déc-15	432	4,1%	-
	cumulée	déc-15	7 261	-	0,0%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestrielle	déc-15	1 945	9,5%	-
	cumulée	déc-15	1 642	-	-4,3%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-15	3 272	+1576	-
	mensuel	déc-15	1 365	+699	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	févr-16	2	0	-
	cumulé	févr-16	4	-	-2
Nombre de touchées de navires de marchandises	mensuel	févr-16	15	-12	-
	cumulé	févr-16	42	-	+9

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEPP, Aviation civile

¹ Utilisant le gazole pour la production de l'électricité, la société EEWf explique à elle seule plus de 60 % de la consommation de l'archipel.

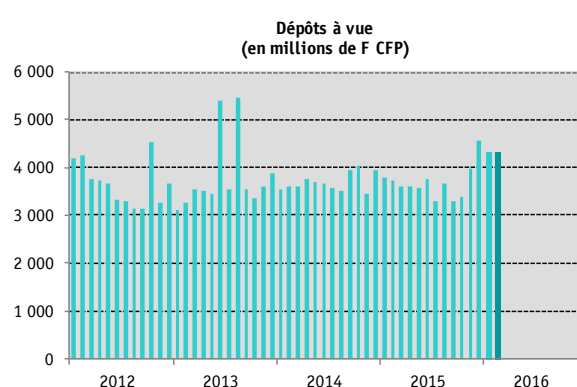
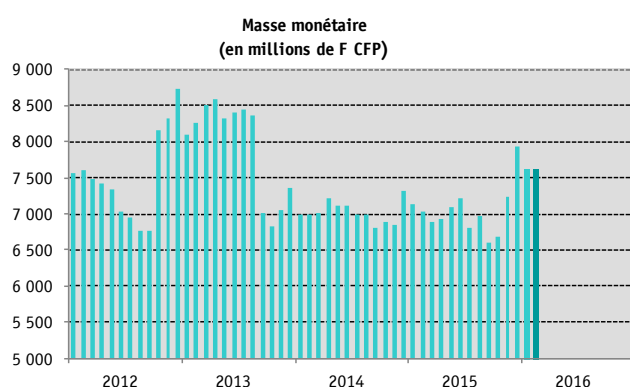


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Accroissement de la masse monétaire résultant d'une augmentation des dépôts à vue

en millions de F CFP	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 043	2 074	2 053	-1,0%	0,5%
Dépôts à vue	3 725	4 300	4 314	0,3%	15,8%
Total M1	5 768	6 374	6 366	-0,1%	10,4%
M2-M1 (comptes sur livrets)	457	439	440	0,2%	-3,9%
M3-M2 (dépôts à terme)	814	810	811	0,0%	-0,4%
Total M3	7 039	7 622	7 616	-0,1%	8,2%

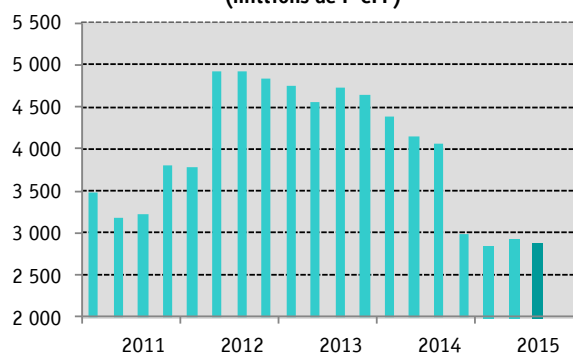


Concours de caractère bancaire

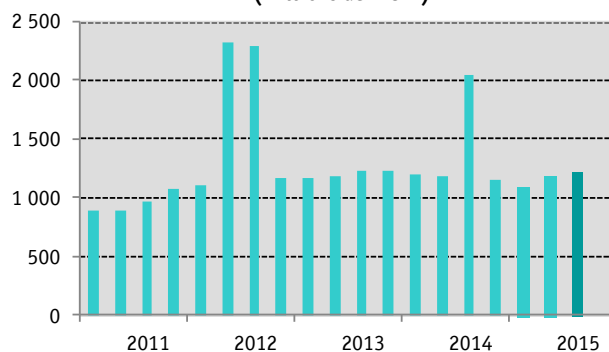
Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

en millions de F CFP	sept-13	sept-14	sept-15	▲/an
Crédits de trésorerie	1225	2045	1211	-40,8%
Crédits à l'équipement	2308	1149	931	-19,0%
Crédits à l'habitat	420	255	161	-37,1%
Autres crédits	314	176	180	2,2%
Total encours sain	4266	3626	2483	-31,5%
Créances douteuses brutes	470	444	393	-11,5%
Total encours brut	4736	4070	2876	-29,3%

Encours de crédits bruts
(millions de F CFP)



Encours de crédits de trésorerie
(millions de F CFP)

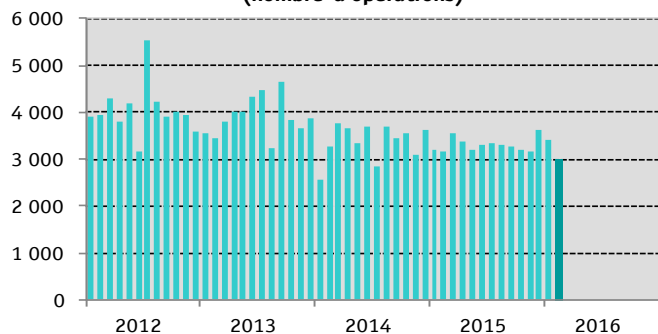


Compensation

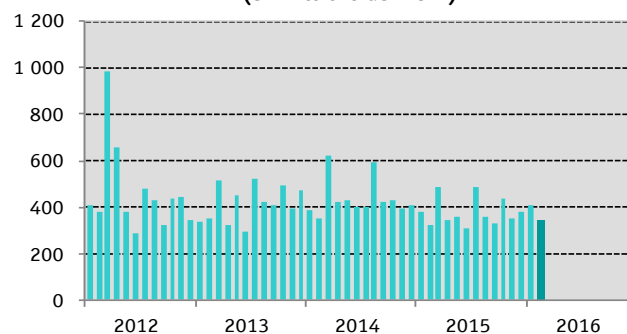
Diminution en nombre et en valeur des opérations de compensation sur le mois

		févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Compensation	en nombre	3 155	3 408	3 006	-11,8%	-
	cumulé	6 369	-	6 414	-	0,7%
Compensation	en millions de CFP	326	406	347	-14,5%	-
	cumulé	702	-	753	-	7,2%

En volume
(nombre d'opérations)



En valeur
(en millions de F CFP)



Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents bancaires

en nombre	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	47	49	37	-24,5%	-
cumulé	153	-	86	-	-43,8%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	-	-
cumulé	0	-	0	-	-

Interdits bancaires

Contraction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	329	280	274	-2,1%	-16,7%
- dont personnes physiques	312	266	260	-2,3%	-16,7%
- dont personnes morales	17	14	14	0,0%	-17,6%

Cotation

Pas de changement du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	févr-15	janv-16	févr-16	▲ / mois	▲ / an
Cotes valides	48	49	49	0,0%	2,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	18	12	12	0,0%	-33,3%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	N-1	N	▲ / an
<u>Indicateurs économiques</u>				
indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T	116,99	117,60	0,5%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb, stock)	février	17	14	-17,6%
importations de biens d'équipement (M XPF)	février	105	132	25,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	février	8	11	37,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	février	14	16	14,3%
Ménages				
emploi salarié (nb, stock)	juin	2 078	2 057	-1,0%
<i>dont secteur privé</i>	juin	828	808	-2,4%
<i>dont secteur public</i>	juin	1 250	1 249	-0,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	février	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb, stock)	février	312	260	-16,7%
décision retrait cartes bancaires (nb)	février	0	0	-
incidents paiements sur chèques (nb)	février	153	86	-43,8%
importations de produits alimentaires (M XPF)	février	236	191	-19,1%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	février	130	119	-8,5%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	février	57	73	28,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	février	19	26	36,8%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	février	842	801	-4,9%
exportations	février	-	-	-
recettes douanières	février	254	276	8,7%
<i>dont droits de douanes + taxes à l'entrée</i>	février	178	188	5,6%
<i>dont taxes intérieures de consommation</i>	février	74	85	14,9%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	février	3 725	4 314	15,8%
M1	février	5 768	6 366	10,4%
M2	février	6 225	6 806	9,3%
Dépôts à terme	février	814	811	-0,4%
M3	février	7 039	7 616	8,2%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	septembre	1 376	1 345	-2,2%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	1 161	1 227	5,6%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	215	119	-44,8%
Entreprises	septembre	2 041	859	-57,9%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	921	55	-94,1%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	963	662	-31,2%
Collectivités locales	septembre	186	269	44,6%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	23	10	-56,4%
créances douteuses brutes	septembre	444	393	-11,5%
taux de créances douteuses	septembre	10,9%	13,7%	2,8 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	3 124	2 864	-8,3%
<i>dont assurances-vie</i>	septembre	1 058	1 165	10,1%
Sociétés	septembre	1 442	1 517	5,2%
Autres agents	septembre	2 148	2 134	-0,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques locales

DGA : une dotation annuelle de 90 millions d'euros inscrite dans le statut de la Polynésie française

Au cours de sa visite officielle en Polynésie française le 22 février dernier, le président de la République a annoncé son souhait de pérenniser le montant annuel de la Dotation globale d'autonomie (DGA), par le projet de l'inscrire dans le statut de la Polynésie française pour un montant qui pourrait être fixé à 90 millions d'euros. Le chef de l'État a également annoncé que le décret d'application de la loi Morin pourrait être modifié, afin d'ouvrir davantage de droits à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires, et que des moyens supplémentaires seraient alloués à l'hôpital du Pays pour la prise en charge des victimes.

Soutien de l'État à la Polynésie française : signature de plusieurs conventions avec l'AFD et la CDC

Au cours de la visite du chef de l'État en Polynésie française, l'Agence française de développement (AFD) a signé une convention de crédit à taux bonifié d'un montant de 1,7 milliard de F CFP avec le Centre hospitalier de la Polynésie française, afin d'accompagner l'établissement dans le renouvellement de ses équipements médicaux. L'investissement est estimé à près de 3,65 milliards de F CFP. L'AFD a également signé une convention d'un montant de 5,4 milliards de F CFP pour ouvrir des crédits de refinancement à la banque Socredo. Par ailleurs, une convention de partenariat entre le Pays et la Caisse des dépôts a été adoptée, afin de faciliter le financement à long terme de ses projets. Dotée d'une enveloppe de 12 milliards de F CFP sur cinq ans, elle cible la construction de logements sociaux et des projets liés à la transition énergétique.

Cession de terrains par l'État aux communes : signature d'un contrat de redynamisation des sites de défense

Le Haut-commissaire de la République en Polynésie française, le Président de la Polynésie française et les communes ont signé un Contrat de redynamisation des sites de défense (CRSD), par lequel l'État cède 22 hectares de terrains aux communes, pour un montant de 4,8 milliards de F CFP. Ce contrat a pour objectif de remplacer l'activité économique autrefois générée par les forces armées par de nouvelles activités économiques, commerciales ou touristiques.

Internet : extension de la ligne haut débit vers les archipels éloignés

Le Conseil des ministres a validé le budget prévisionnel 2016 de l'Office des postes et des télécommunications (OPT), qui planifie une extension de la liaison internet haut débit vers l'archipel des Tuamotu et celui des îles Marquises. Outre un meilleur service pour les populations de ces archipels, ce projet permettra à l'opérateur de réduire ses coûts, en remplaçant progressivement les liaisons satellites, plus onéreuses.

Électricité : entrée en application du nouveau mode de calcul des tarifs

Un nouveau dispositif de calcul des tarifs de l'électricité est entré en vigueur le 1^{er} mars 2016 pour une durée d'un an. Visant à une meilleure lisibilité, il inclut notamment la réduction du nombre des tranches tarifaires et une baisse des prix de la basse tension pour les PME et TPE. Ces nouveaux tarifs entraînent une baisse de 5,3 % en moyenne pour l'ensemble des consommateurs, qui succède à une première diminution de 4,3 % en mars 2015.

Contrat de projets : dix nouveaux projets communaux retenus pour 2016

Dans le cadre du volet communal du contrat de projets 2015-2020, le comité de pilotage a validé dix nouveaux projets au titre de l'exercice 2016. Ils seront financés à hauteur de 85 % à 95 % par l'État et la Polynésie française, de manière paritaire, tandis que les 5 % à 15 % restants seront financés par les communes. La grande majorité de ces projets concerne l'adduction en eau potable, pour un montant total de 1,5 milliard de F CFP.

Environnement : adoption d'un plan de protection des rivières du Pays

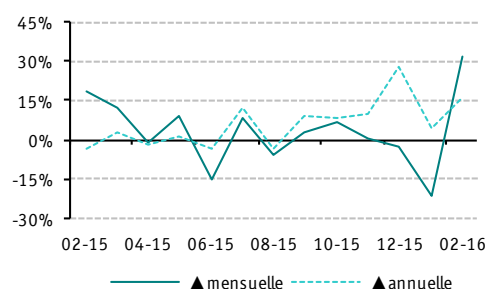
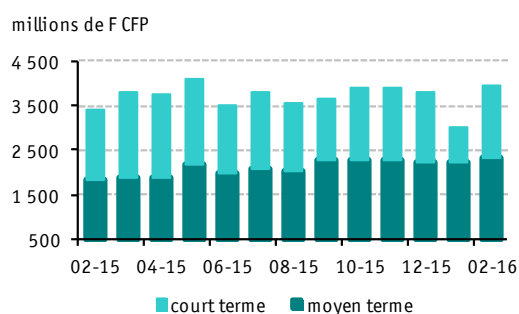
Le Conseil des ministres a validé le Plan rivières de la Polynésie française, dont l'objectif est la préservation et la sécurisation des cours d'eau du Pays. Ce plan, à l'initiative des ministères de l'Équipement et de l'Environnement, s'inspire d'un rapport du Conseil économique, social et culturel (CESC) soulignant l'extraction excessive de matériaux dans le lit des rivières. Il se fonde sur dix axes principaux, parmi lesquels la mise en commun des programmes de réhabilitation des berges actuellement menés par les ministères de l'Équipement et de l'Environnement, la mise en place d'une commission accordant les autorisations d'extraction, et des mesures visant à réduire les besoins en matériaux extraits des rivières.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du refinancement à court terme et à moyen terme

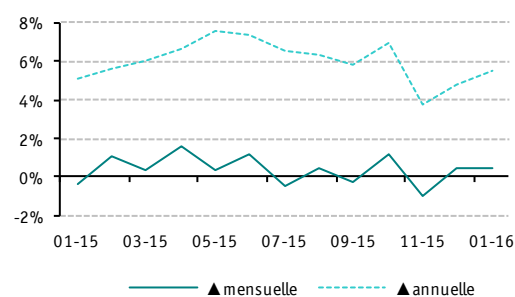
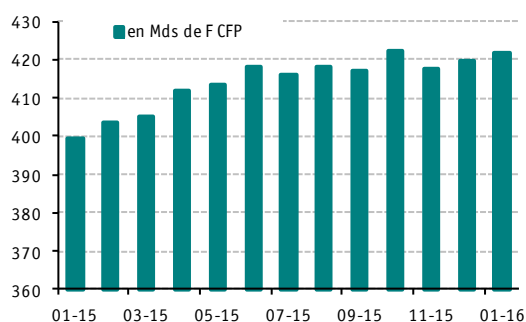
en millions de F CFP	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 580	763	1 596	ns	1,0%
Utilisations à moyen terme	1 800	2 213	2 318	4,7%	28,8%
Refinancement total	3 380	2 976	3 915	31,5%	15,8%



Masse monétaire

Progression de la masse monétaire

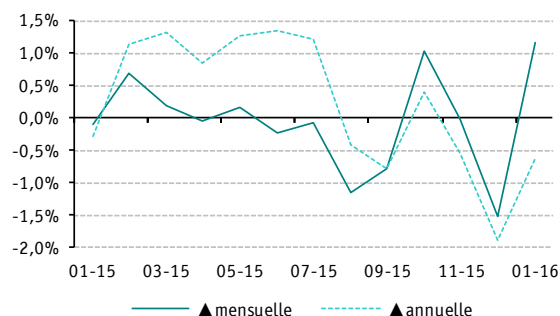
en millions de F CFP	janv-15	déc-15	janv-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 843	14 322	13 611	-5,0%	6,0%
Dépôts à vue	157 814	172 214	174 077	1,1%	10,3%
Comptes sur livrets	100 195	99 132	100 243	1,1%	0,0%
Comptes d'épargne logement	389	391	394	0,6%	1,3%
Dépôts à terme	126 820	132 732	132 245	-0,4%	4,3%
Autres	1 429	1 049	1 039	-0,9%	-27,3%
Total M3	399 490	419 842	421 609	0,4%	5,5%



Concours des banques locales à l'économie

Progression mensuelle des crédits accordés par les banques locales

en millions de F CFP	janv-15	déc-15	janv-16	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	109 151	104 379	106 372	1,9%	-2,5%
Crédits d'équipement	76 063	77 709	77 620	-0,1%	2,0%
Crédits à l'habitat	169 038	172 914	173 225	0,2%	2,5%
Autres crédits	64 316	60 145	62 609	4,1%	-2,7%
Créances douteuses brutes	61 906	57 700	57 599	-0,2%	-7,0%
Total Concours de Caractère Bancaire	480 474	472 847	477 425	1,0%	-0,6%



Les indicateurs de référence

		date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)		févr-16	108,2	107,7	107,1	-0,6%	-1,0%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)		déc-15	115,2	115,7	115,5	-0,2%	0,2%
Commerce extérieur	Exportations civiles (en M F CFP)	janv-16	441	1 063	670	-37,0%	51,9%
	Importations civiles (en M F CFP)	janv-16	11 081	17 048	11 879	-30,3%	7,2%
(source : ISPF)							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)		janv-16	1 479	4 707	2 315	-50,8%	56,5%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)		janv-16	126	126	311	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)		févr-16	87	131	81	-38,2%	-6,9%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)		févr-16	475	469	481	2,6%	1,3%
(sources : ISPF, IEOM)							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)		janv-16	1 889	2 219	1 854	-16,4%	-1,9%
Importations de produits alimentaires (M CFP)		janv-16	2 634	3 721	2 870	-22,9%	9,0%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)		févr-16	259	253	214	-15,4%	-17,4%
Personnes physiques en interdiction bancaire		févr-16	2 767	3 211	3 146	-2,0%	13,7%
(sources : ISPF, IEOM)							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)		janv-16	81	646	249	-61,5%	ns
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)		janv-16	61	116	61	-47,1%	1,1%
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)		janv-16	47	105	49	-53,5%	2,7%
Importations de bois transformé (en M F CFP)		janv-16	65	231	169	-26,6%	ns
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)		janv-16	18	52	20	ns	10,2%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)		janv-16	8	40	23	-44,1%	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)		janv-16	3	40	52	29,4%	ns
Tourisme							
Nombre de visiteurs		déc-15	16 780	20 302	14 882	-26,7%	-11,3%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)		févr-16	55,5%	51,5%	63,1%	11,6 pt	+7,6 pts
(sources : ISPF, CPH)							
Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages							
	Dépôts à vue	févr-16	62 569	64 709	65 962	1,9%	5,4%
	Comptes sur livret	févr-16	93 223	92 341	93 925	1,7%	0,8%
	Dépôts à terme	févr-16	69 680	71 428	70 999	-0,6%	1,9%
Entreprises							
	Dépôts à vue	févr-16	78 787	90 698	86 675	-4,4%	10,0%
	Dépôts à terme	févr-16	53 003	46 534	51 217	10,1%	-3,4%
Encours bancaires							
Ménages							
	Crédits de trésorerie	févr-16	69 288	66 090	65 003	-1,6%	-6,2%
	Crédits à l'habitat	févr-16	151 003	155 246	155 784	0,3%	3,2%
Entreprises							
	Crédits de trésorerie	févr-16	35 974	32 957	32 770	-0,6%	-8,9%
	Crédits d'équipement	févr-16	67 157	68 347	68 518	0,2%	2,0%
(source : IEOM)							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE										
							taux	date d'effet		
taux de la facilité de dépôt							-0,40%	16/03/2016		
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement							0,00%	16/03/2016		
taux de la facilité de prêt marginal							0,25%	16/03/2016		
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER										
							taux	taux de sortie maximum applicable		
taux de la facilité de dépôt							01/01/2016	-0,10%	aux crédits pour accès au réescompte	
taux de réescompte des crédits aux entreprises							05/01/2015	0,05%		
taux de la facilité de prêt marginal							05/01/2015	0,30%		
taux de l'escompte de chèques							05/01/2015	0,30%		
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE										
taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire			taux	date d'effet		
	29/02/2016	29/01/2016	Var. M-1	banques métropolitaines			6,60%	15/10/2001		
EONIA	-0,2270%	-0,2280%	+ 0,001 pt	banques locales						
EURIBOR 1 mois	-0,2650%	-0,2290%	- 0,036 pt	taux d'intérêt légal premier sem. 2016			taux	JORF		
EURIBOR 3 mois	-0,2050%	-0,1620%	- 0,043 pt	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)			4,54%	27/12/2015		
EURIBOR 6 mois	-0,1340%	-0,0890%	- 0,045 pt	autres cas			1,01%			
EURIBOR 12 mois	-0,0240%	0,0150%	- 0,039 pt							
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				Définitions						
	févr.-16	janv.-16	Var. M-1	EONIA: Euro OverNight Index Average						
TMO	0,8500%	1,1000%	- 0,250 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate						
TME	0,6500%	0,9000%	- 0,250 pt	TMO : taux moyen des obligations publiques						
taux des euro-monnaies				TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme						
devise	USD			JPY			GBP			
date	29/02/2016	29/01/2016	30/12/2015	29/02/2016	29/01/2016	30/12/2015	29/02/2016	29/01/2016	30/12/2015	
taux JJ	0,410%	0,470%	0,410%	nd	nd	nd	0,470%	0,520%	0,480%	
3 mois	0,820%	0,750%	0,755%	nd	nd	nd	0,870%	0,810%	0,665%	
10 ans emprunts phares	1,750%	1,938%	2,300%	-0,060%	0,101%	0,270%	1,340%	1,594%	1,970%	
TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2016)										
Crédits aux particuliers			Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure			
Prêts immobiliers				Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament			7,27%			
Prêts à taux fixe			3,96%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable			2,83%			
Prêts à taux variable			3,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe			3,36%			
Prêts-relais			4,25%	Découverts en compte			13,43%			
Autres prêts				Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans			2,56%			
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF			19,99%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure			
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF			13,25%							
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF			7,61%	Découverts en compte			13,43%			
(1) y compris commission du plus fort découvert										
TAUX DE CHANGE										
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR										
Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF	109,5993	1 NZD/XPF	72,0733	1 HKD/XPF	14,0969	1 GBP/XPF	151,8602	
100 JPY/XPF		96,9074	1 AUD/XPF	78,1990	1 SGD/XPF	77,8674	100 VUV/XPF	98,0246	1 FJD/XPF	51,4073
1000 XPF/EUR		8,38	USD	1,0888	NZD	1,6557	HKD	8,4651	GBP	0,7858
JPY		123,14	AUD	1,526	SGD	1,5325	VUV	121,7365	FJD	2,3213